

Contre l'architecture en série

CRITIQUE, UTOPIE ET AUTO-CONSTRUCTION

Les critiques de l'architecture rationaliste et de l'urbanisme, associées à la modernité industrielle, se développent pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle sur le mode nostalgique voire réactionnaire du retour à des procédés de construction et à des dynamiques sociales traditionnelles (on songera à William Morris et aux *Arts and Crafts*). Mais à partir des années 1950, la contestation architecturale prend un tour nouveau. Contre un modernisme devenu omniprésent, on ne brandit plus les modèles du passé mais on imagine la ville du futur, plus juste et plus libre. L'architecture est un moyen de structurer le monde, la vie, la pensée, elle est une expression du pouvoir. L'histoire de la ville, à travers le processus d'accumulation puis de réinvestissement du surproduit¹ est inextricablement liée à l'histoire du capitalisme, et l'architecture moderne – avec ses espaces d'habitation tout faits, identiques, destinés à des populations modestes, ses architectes hyper-spécialisés, son urbanisme autoritaire qui organise le quotidien de chacun² –

devient l'écho de l'organisation capitaliste du travail et des modes de vie standardisés, resserrant encore ce premier lien. Le monde que dessine l'architecture moderniste, matérialisation des rapports économiques, n'est plus qu'un produit de masse parmi d'autres, car, comme le signale Henri Lefebvre, « le mode de production organise – produit – en même temps que certains rapports sociaux, son espace et son temps³. » Ainsi, dans cet espace capitaliste pensé pour et selon l'optimisation de la productivité économique ou humaine, l'expérience authentique de l'existence et la liberté s'amenuisent. Architectes, théoriciens, habitants, s'interrogent : dans ces cités nouvelles qui sortent de terre, où les logements identiques se succèdent, rangées « d'unités d'habitation » interchangeable, quelle place reste-t-il à l'individualité, à l'imprévu⁴ ? Comment combattre cette uniformisation ?

À cette ville scientifiquement organisée, certains architectes contestataires opposent des modèles privilégiant la créativité individuelle : des constructions non-rationnelles s'inscrivant dans une critique de l'architecture institutionnelle et de l'institution elle-même. Pour contrer l'aliénation de ces bâtiments conçus en série, sans souci des particularités géographiques et sociales, enfermant l'individu dans un carcan identique ; il faut imagi-

1. David HARVEY, « Le droit à la ville », dans *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation et résistances*, Paris, Amsterdam, 2011, p. 12 et suivantes.

2. L'urbanisme de Le Corbusier, sur lequel nous reviendrons, relève de l'ingénierie sociale, à travers la volonté affichée d'organisation des flux, des temps, des loisirs. Mais la critique a décelé cette tendance de l'urbanisme dès avant le modernisme architectural : Georg Simmel l'évoque déjà dans « Les grandes villes et la vie de l'esprit » où il dépeint la ville capitaliste moderne et ses injonctions à la rapidité et à l'échange commercial comme un espace façonnant non seulement les modes de vie mais aussi la psyché de ses habitants (Georg SIMMEL, *Philosophie de la modernité*, Paris, Payot, 1989). Walter Benjamin développe par la suite une thèse similaire autour de « Paris, capitale du XIX^e siècle » (dans Walter BENJAMIN, *Œuvres III*, Paris, Gallimard, 2000) ; où l'urbanisme haussmannien est décrit comme un système de contrôle social et la ville moderne comme une source de modifications psychiques et artistiques. Son lien avec le capitalisme d'État émergeant est souligné à diverses reprises dans les histoires critiques de l'urbanisme. Cf. Lewis MUMFORD, *La cité à travers l'histoire*, Paris, Seuil, 1961 ; Michel RAGON, *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme mo-*

derne, Paris, Casterman, 1971 ; David HARVEY, *op. cit.*

3. Henri LEFEBVRE, *Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974, p. IX.

4. Voir par exemple A.-F. Conord (Guy Debord), « Construction de taudis », dans *Potlatch* n° 3, 6/8/1954, dans *Internationale Lettriste, Potlatch*, (1954-1957), p. 15 <http://classiques.uqac.ca/contemporains/internationale_lettriste/Potlatch/IL_Potlatch.pdf>, (consulté le 26/7/2015) : « On ne peut qu'admirer l'ingéniosité de nos ministres et de nos architectes urbanistes. Pour éviter toute rupture d'harmonie, ils ont mis au point quelques taudis types, dont les plans servent aux quatre coins de France. » Ou encore « Dans leurs œuvres, un style se développe, qui fixe les normes de la pensée et de la civilisation occidentale du vingtième siècle et demi. C'est le style « caserne » et la maison 1950 est une boîte. »

ner de nouveaux espaces, promouvoir des manières de construire qui libèrent plutôt qu'elles ne lient : on choisit l'auto-construction, créatrice de bâtiments uniques et spontanés, qui permettraient à chacun, dans une visée utopiste, de se réappropriier l'habitat. On ne souhaite plus un retour à des modes de production et de construction du passé – il ne s'agit plus de s'inscrire dans une quelconque continuité.

Nous tenterons ici de montrer en quoi la tendance prônant l'auto-construction est la réponse la plus originale et la plus radicale proposée par l'architecture critique du xx^e siècle. Elle se positionne nettement en rupture vis-à-vis des problèmes posés par l'urbanisme et l'architecture modernistes : standardisation et simplification des logements, utilisations de techniques et de matériaux industriels, hyperspécialisation de l'architecte et, à travers une planification urbaine strictement rationaliste, négation de l'individualité des habitants. En outre, à rebours de nombreux courants critiques, c'est la pratique, individuelle ou collective, architecturale, artistique ou populaire, qui a informé la théorie : si les premières expérimentations émergent dans les années 1950, il faudra attendre la fin des années 1960 pour que les principes de l'urbanisme critique ou de la réappropriation créative (sous la plume de Henri Lefebvre ou plus tard Michel de Certeau par exemple¹) se théorisent véritablement. Ce mouvement qui va de la pratique à la théorie confirme le caractère particulier de cette tendance, l'ancrant dans le refus de la spécialisation ou de la mainmise de théoriciens sur ce qui relève de techniques subversives individuelles.

À travers quelques jalons de la contestation architecturale des années 1950 à 1970, nous explorerons son articulation à la contre-culture radicale, au prisme de la réappropriation par chacun de la fonction créatrice. Quelles sont les stratégies proposées pour défaire un monde *produit en série*, capitaliste et disciplinaire ? Comment s'imbriquent la pensée de l'espace, de la liberté et de la contestation ? Où se trouvent les limites d'une telle articu-

lation ? Et enfin, comment ces recherches ont-elles évolué, comment se sont-elles transformées : que reste-t-il des utopies architecturales ?

Se réapproprier l'habitat

Après-guerre, des « grands ensembles » se développent dans les périphéries occidentales pour pourvoir aux besoins des nombreuses familles déplacées et en expansion constante (nous sommes en plein *baby-boom*). Il s'agit souvent d'applications peu inspirées des principes d'urbanisme de Le Corbusier, exposés dès 1941 dans sa *Charte d'Athènes*. Celle-ci dessine les principes d'un urbanisme et d'une architecture modernistes : définition des besoins fondamentaux de chacun (c'est-à-dire des besoins d'espace, de lumière, de sport et d'une éducation minimale) – et partant, définition des caractéristiques de bases de tout logement, de tout quartier ; renforcement du zonage urbain (séparation des espaces d'habitation et de travail, des voies de circulation entre elles) ; recours aux matériaux et aux modes de construction industriels. Chaque paramètre de cette planification, jusqu'au temps d'exposition au soleil par jour de chaque appartement, doit être préalablement calculé, optimisé, régulé par les autorités. Ainsi naît le logement minimum standardisé, produit en série, sur un modèle et un rythme plus ou moins invariables, selon une méthode et avec des matériaux industriels.

Si « l'ère machiniste », telle que la qualifie Le Corbusier, a bouleversé la ville (surpeuplement, trafic automobile, usines, etc), c'est précisément en elle, par une sorte de tour de passe-passe, qu'il faudra puiser des solutions aux nouveaux problèmes qu'elle pose, en faisant appel aux industries et à ses modes de production². Pleinement ancré dans un monde industriel, qui n'est jamais remis en question et dont on ne cherche pas à sortir (bien qu'il pose manifestement problème, de l'aveu même de l'auteur), l'habitant est lui-même considéré comme une sorte de machine humaine interchangeable, réclamant son quota d'air pur, de lumière, de sport

1. Cf. Henri LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, Paris, Economica, 2009 ; Michel DE CERTEAU, *L'invention du quotidien, t. 1. arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

2. LE CORBUSIER, *La Charte d'Athènes*, Paris, Minuit, 1957, p. 112.

et d'instruction afin de fonctionner au mieux. Les objectifs hygiénistes cherchent avant tout à produire des travailleurs en bonne santé morale et physique : ces bâtiments sont imaginés pour des populations modestes et qui le resteront, l'ascension ou la mixité sociale ne sont pas évoquées ; la culture locale, la vie de quartier propres à chaque communauté non plus. Si la *Charte d'Athènes* a une visée sinon utopiste, du moins sociale (certes *a minima*, utilitariste et critiquable), la majorité des grands ensembles qui sortent de terre après-guerre ont pour souci principal le rendement. On cherche à loger le plus grand nombre de la manière la plus rapide et la plus économique possible. L'approche industrielle de la construction est accentuée, aux dépens de la qualité des matériaux et des logements. Des plans d'urbanisme sommaires créent des îlots isolés, sans attrait, bientôt insalubres, dans lesquels les habitants se sentent mal, où n'est possible qu'un seul mode de vie : celui imaginé par un urbaniste à la vision disciplinaire, pour lequel le lieu de vie est une « machine à habiter » et l'habitant lui-même guère plus qu'un automate.

Face aux premières insatisfactions, l'impasse du modernisme architectural se fait ressentir, dans la lignée de ce que l'on commence à voir comme l'échec d'une certaine modernité rationnelle. Aux Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM, initiés par Le Corbusier et d'autres en 1928), on peine à trouver des solutions nouvelles pour remédier aux problèmes posés par ces constructions déjà dysfonctionnelles. La « Team 10 », chargée dès 1953 de préparer le dixième congrès de 1956, est composée de jeunes architectes qui effectuent des recherches dans des lieux d'habitat collectif (cité-jardin, bidonville) afin de trouver des moyens d'encourager les relations entre les habitants des grands ensembles, en mal d'existence commune. La théorie de Le Corbusier est critiquée pour son approche simpliste des questions urbanistiques : l'habitant a aussi des besoins sociaux et culturels spécifiques, des désirs d'identité partagée auxquels ne peuvent répondre des tissus sociaux et urbains artificiels. Au fil des réunions préparatoires et des études sociologiques, se dessine une approche de l'architecture se voulant plus humaine, mais qui ne donnera lieu, en

réalité, qu'à de « grands ensembles banals¹ ».

Les premières approches véritablement révolutionnaires devront attendre la fin de la décennie, en 1958, et le « Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture », un texte virulent de l'artiste et architecte Friedensreich Hundertwasser, où il fustige l'architecture moderne :

Chacun doit pouvoir construire et tant que cette liberté de bâtir n'existe pas, on ne peut pas considérer l'architecture planifiée contemporaine comme un art. L'architecture subit dans nos pays la même censure que la peinture en Union Soviétique. Les constructions ne sont que de lamentables compromis réalisés par des gens à l'esprit linéaire avec mauvaise conscience² !

Pour Hundertwasser, l'une des fonctions premières de l'être humain est la capacité essentielle à créer, peu à peu détruite par la froideur des constructions institutionnelles, particulièrement dans leur expression fonctionnaliste. La grande cité moderne fait « sombrer moralement³ » son habitant, être brisé qui s'installe chez lui comme une poule ou un lapin dans son clapier. Il doit se révolter, retrouver ce désir de construire, cette capacité critique qui est à la base même de sa nature, sans lesquelles « il cesse d'exister en tant qu'être humain⁴ ». Les fonctions d'architecte, de maçon et d'habitant doivent se fondre les unes dans les autres : ce n'est qu'alors que l'on pourra parler d'architecture.

À cet être aliéné, à demi animal, Hundertwasser oppose le constructeur et habitant des bidonvilles qui, lui, est pleinement maître de son existence : chaque habitation est unique, elle évolue, le hasard et l'organique y interviennent sous la forme de moisissures, de mousses et de champignons. Ce

1. « L'architecture des social-démocraties » dans *Époque contemporaine. XIX^e-XX^e siècles*, F. HAMON et Ph. DAGEN (dir.) Paris, Flammarion, 2003, p. 465. Voir aussi Jean-Louis VIOLEAU, *Situations construites*, Paris, Sens&Tonka, 2006, p. 72.

2. Friedensreich HUNDERTWASSER, « Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture » dans Ulrich CONRADS, *Programmes et manifestes de l'architecture du XX^e siècle*, H. Denès et E. Fortunel (trad.), Paris, éd. de la Villette, 1991, p. 192.

3. *Ibid.*, p. 193.

4. *Ibid.*, p. 194.

que propose Hundertwasser, c'est un programme complet de révolution, non seulement de l'architecture (en conviant l'habitant et le végétal dans l'acte créateur) mais aussi de la vie, considérant que l'architecture moderne est un « acte criminel¹ », qui confisque l'autonomie. Il propose une architecture libre, sauvage, dangereuse (on ne doit pas craindre les risques d'effondrements mortels), mais qui plongerait chacun dans une vie vraie, responsable, pleinement humaine. Une mort physique, mais libre, est préférable selon Hundertwasser à l'agonie de l'aliénation. L'individualisation de l'architecture et de l'acte créateur est l'antidote absolu à la rigidité des logements identiques, produits en série par des architectes associés aux grands industriels, à la déshumanisation qu'ils induisent.

Cette approche profondément critique de la fonction architecturale elle-même, et non plus simplement de l'architecture moderniste, prend de l'ampleur dans les années qui suivent, toujours dans le cadre d'une critique d'un pouvoir et d'un espace structurés par l'économie capitaliste. À tel point que c'est au MoMA que l'architecte Bernard Rudofsky monte en 1964 l'exposition *Architecture Without Architects*². Des exemples d'architectures vernaculaires issues du monde entier (des abris rudimentaires en matériaux organiques, les arcades d'un village italien) représentent le génie commun, l'imagination et l'adaptabilité d'autodidactes capables de trouver des solutions originales, là où l'architecture du pouvoir, elle, fait triompher son modèle unique, à l'aide d'un bulldozer si possible. Ces bâtisseurs sont des créateurs, et leurs constructions : des œuvres dignes d'admiration, affirme Rudofsky, qui plaide pour une prise en considération des bâtiments qui ne sont ni le fait d'architectes qualifiés, ni de cultures dominantes, confirmant ainsi le rejet croissant de l'architecture institutionnelle et invitant chacun, en filigrane, à réinvestir le lieu qu'il habite. Les contre-cultures américaines adoptent d'ailleurs spontanément cette attitude, et sur la côte Ouest se propagent des communautés auto-construites par des individus

en quête de sens et d'identité, en rupture avec le monde moderne³.

Comme nous l'avons déjà souligné, il est assez remarquable que dans un premier temps, ces pratiques alternatives se détachent de tout ancrage théorique, se situant dans une approche purement pratique, une quête « éthique » de la « vie bonne⁴ ». Ce sont ces recherches qui informeront les écrits théoriques de la fin des années 1960. Dans le cas de Henri Lefebvre, ce sont notamment ses enquêtes sur le terrain à partir des années 1940 et ses liens avec les situationnistes qui ont contribué à formuler ses théories sur l'urbain et son concept de droit à la ville, qui sera repris par des mouvements politiques qui ne s'y réfèrent pas toujours directement⁵, plaçant l'ensemble de ces expérimentations dans un réseau théorie-pratique fluctuant. On lira à la même lumière l'ouvrage de Yona Friedman, *L'architecture de survie*, manifeste reprenant des pratiques populaires déjà existantes, les théorisant et leur permettant ainsi une plus large diffusion. L'origine de cette primauté de l'action sur la théorie est à chercher du côté des courants autogestionnaires ou autonomes rejetant d'un même geste la spécialisation et la théorisation au profit de la réappropriation des savoirs par tous à travers l'action.

1. *Idem*.

2. Complété par un opuscule du même nom : Bernard RUDOFSKY, *Architectures sans architectes*, Paris, éd. du Chêne, 1977.

3. Les ouvrages suivants sont des documents « d'époque » qui donneront au lecteur une idée des attitudes et des visées de cette contre-culture, à travers des techniques, des témoignages et des photographies : *Shelter*, Bolinas, Californie, Shelter Publications, 1973 ; Art BOERICKE et Barry SHAPIRO, *Handmade Houses: A Guide to the Woodbutcher's Art*, A&W Visual Library, 1973.

4. C'est ainsi que la critique de la modernité Hartmut Rosa qualifie les alternatives individuelles aux modes de vie capitalistes. Cf. Hartmut ROSA, *Accélération et aliénation. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, 2012, p. 70.

5. Cf. David HARVEY, « Le droit à la ville : la vision d'Henri Lefebvre », dans *Le capitalisme contre le droit à la ville*, *op. cit.*, p.35-45 et Grégory BUSQUET « Henri Lefebvre à l'usage des architectes », *Métropolitiques*, 10 juillet 2013. <<http://www.metropolitiques.eu/Henri-Lefebvre-a-l-usage-des.html>>, consulté le 13/06/2015.

Contestation et bidonvilles

Le bidonville traverse la recherche d'une alternative sociale et architecturale comme symbole ultime d'un mode de construction libéré du capitalisme, de l'uniformisation, voire de l'architecture elle-même. La Team 10, dès ses premiers travaux, se penche sur Mahieddine, un bidonville algérois, se servant de cet exemple pour nourrir ses analyses et ses propositions autour de « l'habitat pour le plus grand nombre ». Contre Le Corbusier, qui dans la *Charte d'Athènes* n'a pas de mots assez durs pour décrire les bidonvilles¹, les architectes dissidents proposent de les envisager comme un lieu de vie et de création. Hundertwasser, on l'a vu, s'inspire de ce lieu pour la reconquête de la liberté architecturale et individuelle.

Les cités-dortoirs sont parfois même construites sur les ruines de bidonvilles détruits. Elles abritent leurs ex-habitants, désorientés par une grammaire spatiale et sociale étrangère, après avoir vécu dans des espaces qu'ils avaient eux-mêmes conçus². Pour la pensée radicale, le bidonville possède une relation magique à la fois avec l'architecture et avec son contrepoint : ses baraques sont vierges de toute influence architecturale. Ce sont des constructions pures, primitives et créatives, qui reflètent non seulement l'individualité de leur constructeur, mais aussi l'identité de la communauté. On admire sa forme proto-urbaine, qui laisse imaginer le développement d'une ville utopique et juste, un rapport au temps et au hasard nouveau. L'attraction contradictoire pour l'œuvre individuelle de création et le génie collectif de l'architecture vernaculaire trouve son écho dans la situation qu'occupe le bidonville dans

1. « Maisonnettes mal construites, baraques en planche, hangars où s'amalgament tant bien que mal les matériaux les plus imprévus, domaine des pauvres hères que ballottent le remous d'une vie sans discipline, voilà la banlieue ! Sa laideur et sa tristesse sont la honte de la ville qu'elle entoure. Sa misère qui oblige à gaspiller les deniers publics sans le contre-poids de ressources fiscales suffisantes, est une charge écrasante pour la collectivité. Les banlieues sont l'antichambre sordide des villes ; [...] elles étalent aux yeux des moins avertis le désordre et l'incohérence de leur distribution [...] ! » in LE CORBUSIER, *op. cit.*, p. 46.

2. Abdelmalek SAYAD, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1995, p. 112.

la cartographie politico-architecturale produite par cette réflexion : à la fois hors du capitalisme, de ses modes de construction et de sociabilité, de ses matériaux, de sa propriété privée et de sa ville, il ne peut se concevoir qu'en leur sein. Ses habitants, déplacés, exploités, aliénés, sont de purs produits de la modernité industrielle. Les baraques construites avec des matériaux de récupération (bois transformé, tôle, plastiques et tissus) ne sont imaginables que dans une société qui les produit en masse. Les réseaux de solidarité et de résistance, qui occupent une telle place dans l'imaginaire contestataire des années 1960³, prennent leur sens dans le contexte de pauvreté extrême et de persécution mis en place, lui aussi, par la situation politique et économique.

Cependant, c'est précisément par le statut de martyrs du capitalisme et la capacité qu'ils ont à s'organiser au cœur de cette rupture qui les exclut, que les habitants du bidonville fascinent et se transforment en un trope de la culture contestataire, dans son expression architecturale mais aussi plus largement politique, devenant les héros d'un monde post-industriel : ils sont les constructeurs d'un futur révolutionnaire. L'architecte Yona Friedman, ex-membre de la Team 10, est l'auteur quelque vingt ans plus tard de l'ouvrage *L'architecture de survie*⁴, exercice en utopie architecturale et politique. L'humanité étant menacée par la pénurie et une misère plus ou moins généralisée et imminente, Yona Friedman propose la réorganisation du monde, des villes et de la vie. Les communautés urbaines doivent se resserrer, se concentrer sur l'autosuffisance, pratiquer l'autogestion politique... et vivre en bidonville. L'architecture de survie que propose Friedman est dans la lignée de l'autoconstruction prônée par Hundertwasser. Il s'agit de redonner à chacun le pouvoir de

3. Cf. Abdelmalek SAYAD, *op. cit.*, et les documents réunis par le groupe Archives Getaway autour des luttes dans et autour des bidonvilles dans les années 1960 : *Bidonvilles*, Liasse 5, Troisièmes rencontres des Archives le 29/3/2014, Maison Ouverte de Montreuil, <<http://getaway.eu.org/rencontres/troisiemes-rencontres-bidonvilles/programme-liasse>> (consulté le 24/03/2015).

4. Yona FRIEDMAN, *L'architecture de survie. Une philosophie de la pauvreté*, Paris, éd. de l'éclat, 2003.

construire sa propre maison, d'aborder une nouvelle manière de penser la construction, mais aussi de structurer le monde selon des lignes de force qui se situent du côté d'une capacité de décision individuelle et collective, pour une vie qui ne soit plus gérée par un pouvoir vertical, celui qui impose les logements standardisés et les rapports sociaux qui les accompagnent. Dans le futur qu'imagine Friedman, on ne cherchera plus à transformer l'environnement pour l'adapter aux besoins humains, mais à adapter ces derniers à un environnement pré-existant. L'architecture, en somme, doit apprendre à se fondre dans un écosystème, comme le font les bidonvilles en s'accordant aux terrains accidentés et aux matériaux disponibles sur place. En cherchant des alternatives à l'architecture de masse, on en trouve aussi au monde qui la produit, que cette architecture elle-même contribue à son tour à produire, dans un d'effet d'auto-entraînement inflationniste. Il s'agit de repenser le pouvoir, ses expressions, ses représentations, et cette aspiration elle-même est prise dans le réseau de pensée de Friedman, qui conçoit dès les années 1960 des systèmes holistiques accessibles à tous, invitant à l'autonomie et la créativité¹. La conception des espaces à vivre ne doit plus être l'affaire de spécialistes œuvrant pour le profit, qui gaspillent et détruisent, argumente Friedman, mais de celles et ceux qui y vivent. C'est seulement ainsi que pourra naître un monde meilleur.

La critique de l'urbanisme a d'ailleurs dépassé les frontières de la seule recherche architecturale. C'est un élément central de la pensée situationniste, qui le considère comme une technique policière de contrôle des masses, une méthode totalitaire pour empêcher les rencontres entre travailleurs et le soulèvement inévitable qui en découlerait². La réappropriation de la ville passe chez

1. Cf. Sylvie BOULANGER, Marie-Ange BRAYER *et al.*, *Blvd Garibaldi : Variations sur Yona Friedman*, Chatou, éd. CNAP & éd. A.p.r.e.s., 2014.

2. Cf. Guy DEBORD, *La société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992, chapitre VII, « L'aménagement du territoire ». Cette condamnation politique prend son sens lorsque l'on connaît la fascination de Le Corbusier pour la discipline et l'ordre, ses amitiés dans l'extrême-droite française des années 1930, son admiration pour l'Italie fasciste, puis pour Hitler, sa participation au gouvernement de Vichy, etc. Benoît PEETERS,

eux par la dérive, la création de situations, le jeu ou la psychogéographie, qui s'opposent à l'architecture du pouvoir non pas en construisant de manière alternative mais en réinventant la ville existante à la force de ses pas, de ses itinéraires ou de son imagination. Les alternatives concrètes restent, ici aussi, au stade de l'utopie : on songe à *New Babylon*, projet de ville ludique et mouvante de Constant. Mais un article de Raoul Vaneigem consacré à l'urbanisme (et où on lit d'ailleurs que « si les nazis avaient connu les urbanistes contemporains, ils auraient transformé les camps de concentration en H.L.M.³. ») révèle ce même intérêt pour les bidonvilles et ses habitants.

Avis aux bâtisseurs de ruines : aux urbanistes succéderont les derniers troglodytes de bidonvilles et de taudis. Ceux-là sauront construire. Les privilégiés des cités-dortoirs ne pourront que détruire⁴.

À travers la critique d'un urbanisme disciplinaire et du système capitaliste qui le sous-tend (ici, pas de glorification du bidonville : ses habitants sont décrits comme ses victimes absolues, par rapport auxquelles les pauvres vivant en H.L.M. sont des « privilégiés »), émerge l'alternative possible. Car après l'inévitable destruction révolutionnaire, il faudra bien reconstruire, et seuls les « troglodytes de bidonvilles » seront encore en mesure de le faire. C'est que l'on décèle dans le fait de continuer à bâtir – certes sous la contrainte – son propre habitat, une réactivation permanente de cette fonction humaine première : celle de construire, bâtir, créer, que la vie moderne étouffe. L'aliénation ne passe pas uniquement par le travail, où déjà le

« Le Corbusier, plus facho que fada » dans *Libération*, 18/3/2015.

3. Raoul VANEIGEM, « Commentaire sur l'urbanisme », dans *Internationale Situationniste* n°6, août 1961, dans *Internationale Situationniste*, Paris, Arthème Fayard, 1997, p. 231. On peut rapprocher cette position de celle de Jean-Luc Godard dans *Deux ou trois choses que je sais d'elle*, 1967, tournée à la Cité des 4000 à La Courneuve. Cf. Aurélie CARDIN, « Les 4000 logements de La Courneuve : réalités et imaginaires cinématographiques », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°98, 2006, <<http://chrhc.revues.org/864>> (consulté le 22/03/2015), article qui rappelle également que le camp de Drancy était lui-même une cité moderne, aujourd'hui La Muette.

4. Raoul VANEIGEM, *op. cit.*, p. 235.

temps et la vie de chacun est segmenté et scientifiquement maîtrisé, mais aussi par le milieu de vie qui reproduit inexorablement cette division du temps, des espaces, en organisant des aires dédiées, en construisant la ville en fonction d'une vitesse optimisée, d'aires de vie calculées, en la livrant à des êtres dont les besoins sont réduits à des données organiques.

La ville et la vie ne sont plus que les espaces modélisés du pouvoir, un miroir tendu en permanence non pas aux individus qui les pratiquent, mais à la discipline qui les organise. C'est dans ce contexte que les maçons autodidactes des bidonvilles paraissent préserver une manière d'être au monde dangereusement menacée. Politiquement, ils suscitent l'intérêt autour de mai 1968, particulièrement dans les milieux étudiants artistiques¹. En outre, leur mode de vie, réel ou fantasmé, cristallise certaines préoccupations de la pensée contestataire des années 1960-70, dont l'aboutissement sera la conceptualisation, en 1980 de la pensée nomade par Deleuze et Guatarri dans *Mille Plateaux*. Le nomadisme est l'autre *leitmotiv* de la contestation sociale et architecturale. On le voit à travers divers projets, dont les villes mobiles de Yona Friedman ou la *New Babylon* des situationnistes, mais aussi les expérimentations de groupes comme les britanniques d'Archigram (dont le discours politique est moindre voire effacé, favorisant un discours humoristique proche de l'absurde), qui proposent par exemple dès 1964 une *Plug-in city*, structure urbaine gigantesque où viennent se brancher de manière éphémère des unités d'habitation pour une ville constamment en transformation et en mouvement². À la rigidité disciplinaire des grands ensembles, qui empêchent la rencontre ou l'évolution, à celle des institutions et des mœurs, on oppose la fluidité des échanges et des déplacements libres, un grand espace lisse, où le concept coule, reflue, évolue. La dérive des situationnistes, qui n'est autre qu'une longue marche nomade à travers la ville, qui défait ainsi sa raideur carcérale, qui libère la pensée et les affects, peut se lire ainsi.

On cherche dans le nomadisme la véritable origine de l'architecture : la structuration du paysage par le voyage, la tente comme construction première, contre la sédentarité agricole et son destin de propriété privée³. Le nomadisme est perçu comme la clé originelle d'une liberté à reconquérir, comme la solution aux maux modernes. Il est anti-capitaliste, anti-productiviste et anti-utilitariste – ces notions, d'ailleurs, ne le concernent pas. Les habitants des bidonvilles, ballottés de ville en ville, de campement en campement, nomades malgré eux, architectes et bâtisseurs sauvages, quasi-archaïques, sont les personnifications du monde à venir : un monde aliéné, précarisé, déplacé, mais qui construit (certes provisoirement) et résiste.

Bien sûr, on pourra opposer à ce romantisme naïf la réalité physique des bidonvilles, auto-constructions dont l'origine est plus souvent la misère qu'un désir inexpugnable de créativité : ce sont des lieux de pauvreté où vivent des travailleurs encore plus exploités que les autres, où les conditions sanitaires et sécuritaires sont souvent désastreuses, il ne peut y être question de choix ou de liberté. C'est sans doute là que se situe la véritable limite de l'engagement architectural, et où se révèlent non seulement les fantasmes qui le sous-tendent mais aussi son ancrage inéluctable dans une longue tradition : à la fois celle de l'exotisme et d'une forme de dirigisme. Affirmer que le bonheur est impossible en cité, qu'il n'est qu'envisageable dans l'auto-construction, la modulation, le mouvement infini, ou dans la pauvreté choisie du bidonville, est tout aussi problématique que les positions adverses qui prônent des solutions urbanistiques et des modes de vie standardisés contre la misère et l'insalubrité. La critique d'une architecture en série devient difficilement recevable. Les affirmations libertaires en faveur de la construction sauvage de chacun, invariablement délivrées par des architectes dans des prises de position avant-gardistes sous forme de manifeste qui resteront lettre morte, suscitent un certain malaise, politique et esthétique.

1. Cf. *Archives Getaway, op. cit.*, en particulier les documents concernant le Comité bidonvilles des Beaux-Arts de Paris, ou le groupe des élèves-architectes de Toulouse.

2. SIMON SADLER, *Archigram. Architecture without Architects*, Cambridge, MA, MIT Press, 2005, p. 14 et suivantes.

3. Cf. FRANCESCO CARERI, *Walkscapes. La marche comme pratique esthétique*, J. Orsoni (trad.), Arles, Actes Sud, 2013.

Mais ne pourrait-on imaginer que chacun se saisisse comme il l'entend de ces propositions architecturales ? C'est précisément en cela qu'elles divergent de celles de l'architecture moderniste, en ce qu'elles sont avant tout des propositions faites à l'imagination de chacun, dont on peut se saisir pour les modeler comme on l'entend – ce qui n'enlève rien, bien sûr, à l'ambiguïté des choix et des positionnements des contestataires. C'est d'ailleurs une faille dans laquelle vont s'engouffrer les architectures et les pensées plus conservatrices : s'offrir à chacun, c'est aussi s'offrir à n'importe qui.

Une nouvelle radicalité architecturale ?

Le rejet de l'ancien monde est un refus de sa façon de se structurer : la révolution sera architecturale, ou ne sera pas. Mais à l'heure du post-fordisme et du néolibéralisme, où la fluidité et la mobilité ont été érigées en modèles positifs, que peut-il rester de cet héritage protestataire ? Récupéré et neutralisé, peut-il encore revivre ?

À partir des années 1980 les expérimentations purement formelles de l'architecture déconstructiviste imaginent des bâtiments purgés de toute rationalité sans pour autant questionner politiquement la discipline. À la Biennale d'Architecture de Venise de 2000, le pavillon français propose d'approcher l'architecture sous le mot d'ordre : « [m]oins d'esthétique, plus d'éthique¹ ». Y est débattue la nécessité de l'engagement éthique voire moral de l'architecture, dans le contexte d'une précarisation généralisée. Jean Nouvel, le commissaire, envisage cet engagement comme un échange égalitaire entre pays du Nord et du Sud, ce que ne manquent pas de dénoncer les autres participants : un tel échange serait nécessairement déséquilibré, envisager le problème sous un angle éthique évacue le questionnement et la critique politique, déplaçant le débat sur un terrain consensuel stérile².

1. Jean NOUVEL, « Deux ans après » dans *L'urgence permanente*. Compte-rendu des Rencontres Internationales de Venise et Marseille, Fabrice Lextraît et Jean-Paul Robert (coord.), Marseille, Galerie Navarra – Galerie Patrick Seguin, 2002, p. 7.

2. Voir les contributions de F. GEINDRE, « Penser le poli-

Pourtant il semblerait bien que l'éthique soit le nouveau paradigme en architecture : les courants architecturaux qui se sont développés récemment mettent en œuvre, sur le mode éthique, les principes de l'auto-construction des architectes radicaux des années 1960-70, prônant non plus la liberté créative mais le recours, encadré par la loi, à des consultations démocratiques, la participation éventuelle et à une échelle modeste des habitants ou usagers au processus de construction et de création³. Il en va de même pour l'architecture vernaculaire ou l'utilisation de matériaux recyclés, réduits à des effets de style vendeurs qui assureraient le caractère éthique des constructions⁴, sans pour autant sortir du cadre de l'architecture de pouvoir ni remettre en cause le modèle capitaliste.

Les constructions d'urgence de Shigeru Ban sont comme l'épitomé de cette nouvelle architecture éthique, qui retourne finalement à la production en série, avec des logements préfabriqués pour les victimes de catastrophes naturelles ou humaines. Le caractère éthique de cette architecture apparaît comme un dédommagement, un dû payé en échange de son adhésion aux modèles de production, de construction et de gouvernement dominants : le rôle des architectes, des urbanistes, reste avant tout d'organiser l'espace en fonction de la loi et ceux-ci continuent par ailleurs à construire des bâtiments institutionnels (Shigeru Ban a conçu églises, musées et villas privées de grand luxe⁵). Les innovations et expérimentations anti-autoritaires

tique », H.-P. JEUDY, « Éviter les poncifs », J.-P. CURIER, « Le mépris humanitaire », H.-P. JEUDY et H. TONKA, « Les architectes et la mondialisation » dans *L'urgence permanente*, *op. cit.*

3. Olivier NAMIAS, « La participation constructive », dans *D'architecture*, n° 183, juin 2009, <<http://www.darchitecture.com/carin-smuts-la-participation-constructive-a535.html>>, consulté le 21/03/2015.

4. Marie GODFRAIN, « L'architecture vernaculaire, quand l'habitat se fond dans son environnement », dans *M le Magazine du Monde*, 24/1/2014 ; et Garth CLARK, « Wang Shu's Ningbo Museum », <<https://cfileonline.org/architecture-wang-shus-ningbo-museum/>>, consulté le 21/03/2015.

5. Cf. Dana GOODYEAR, « Paper Palaces », *The New Yorker*, 11/8/2014, et Dana GOODYEAR, « The Limits of Virtuous Architecture », 27/08/2014, <<http://www.newyorker.com/culture/cultural-comment/the-limits-of-virtuous-architecture>>, consulté le 14/06/2015.

des années 1950-1970 ont été avalées par l'architecture du pouvoir, devenues des moyens de rétablir une confiance et une adhésion vacillantes, sur fond de continuité économique.

Mais le combat contre l'architecture dominante et le monde qu'elle produit est multiforme. En Europe se multiplient les initiatives architecturales, artistiques et politiques autour des nouvelles mobilités précaires et des bidonvilles qui ont réapparu dans les périphéries des grandes villes (collectifs Échelle Inconnue, PEROU, Stalker), non pas dans le sens d'une intégration forcée à la ville existante mais dans l'invention de nouvelles urbanités.

On pourrait aussi rapprocher la multiplication des luttes contre les grands projets et les occupations en découlant d'une nouvelle forme d'activisme architectural. On songera aux ZAD (zone à défendre) : contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le barrage du Testet à Sivens, la construction d'un Center Parcs à Roybon ou au mouvement No TAV et ses occupations en Val de Susse (Italie) contre la construction de la ligne de train Lyon-Turin. Le mouvement de la place Taksim à Istanbul, issu du refus d'un projet de bétonnage et de construction d'un centre commercial à la place d'un parc est lui aussi caractéristique de ce mouvement d'opposition.

À chaque fois, un soulèvement populaire refuse, à travers des actions et des occupations, la construction de nouvelles infrastructures, considérées non seulement comme inutiles et chères, mais surtout comme des éléments qui viendraient détruire un équilibre naturel et/ou social fragile, un écosystème de relations organiques et humaines qui ne pourrait souffrir l'intrusion encore accrue d'un corps étranger. Pour le Comité Invisible, collectif philosophique et politique anonyme, ces luttes ultra-locales pour l'occupation d'un territoire, qui se traduisent par des campements où croissent des tentes et des baraques auto-construites, sont le signe d'une nouvelle attention de chacun pour le monde, le lieu qu'il habite et la nécessité qu'il y a à défendre cette vie, comme la continuation d'un mouvement de réappropriation commencé dans les années 1950. Contre la mobilité et la fluidité imposées, opposer l'enracinement. Cela révèle aussi la nouvelle localisation des pouvoirs : non

plus dans les institutions, mais dans les infrastructures¹.

D'où la nécessité, pour mettre en danger les instances dominantes, de bloquer celles-ci, de s'y opposer. À leur emplacement imaginé fleurissent des camps autogérés, des « communes », qui organisent une vie nouvelle. Si les propositions utopiques des architectes contestataires étaient voués à l'impasse en raison même de leur origine et de leur appartenance au genre du manifeste, qui les plaçaient en porte-à-faux avec les pratiques préexistantes qu'elles théorisaient, ces constructions spontanées qui ne se réclament de rien, qui ne promeuvent aucun programme architectural ou politique autre que celui qu'elles matérialisent directement, réalisent quant à elles les ambitions de l'architecture radicale en la niant complètement. La métaphore problématique du bidonville trouve également sa solution dans le très réel choix politique qui est fait de vivre ainsi et ici *pour* la lutte elle-même : la concordance des espaces et des luttes se joue, elle aussi, spontanément. Ainsi, dans le double renouvellement des combats anti-autoritaires et de l'auto-construction comme forme de lutte même, se dessine peut-être la possibilité d'une nouvelle structure de la vie ou, du moins, de son utopie.

Phoebe CLARKE

1. COMITÉ INVISIBLE, *À nos amis*, Paris, La fabrique, 2014, p. 82.